

# Synthèse des consultations sur les priorités en matière de recherche et de plaidoyer des LBQ

Juillet 2024



# Introduction

---



Le 13 mars 2024, plus de 60 militant-e-s lesbiennes, bisexuels et queers (LBQ)<sup>1</sup> du monde entier ont participé à une conversation stratégique sur le plaidoyer LBQ et les priorités de recherche en parallèle de la Commission de la condition de la femme (CSW) à New York. L'événement était organisé conjointement par Outright International, ILGA World et la Global Lesbian\* Coalition, un réseau comprenant le Réseau Féministe LBQ d'Asie, le Réseau Féministe LBQT d'Asie Centrale, la Communauté Lesbienne\* d'Europe Centrale et d'Asie (EL\*C), le Réseau des Organisations de Femmes Lesbiennes et Bisexuelles d'Amérique Latine et des Caraïbes (LESLAC), et le Réseau des Femmes LBQ d'Afrique Australe.

La conversation de New York a été l'aboutissement d'un processus consultatif entamé en décembre 2023 par Outright International, ILGA World et la Global Lesbian\* Coalition :

- Une enquête distribuée en anglais, français, espagnol et russe parmi les militant-e-s LBQ du monde entier a reçu 58 réponses.
- Deux réunions de consultation en ligne ont eu lieu le 5 février 2024 en anglais, français et espagnol, et ont rassemblé plus de 80 participant-e-s au total.

Les objectifs des consultations et de l'événement étaient de favoriser les connexions interrégionales en matière de plaidoyer et de fournir aux militant-e-s LBQ un document d'orientation sur les priorités mondiales en matière de plaidoyer et de recherche identifiées par les militant-e-s LBQ de toutes les régions. Les consultations ont permis de mettre davantage l'accent sur le plaidoyer au sein des espaces et mécanismes des Nations Unies (ONU).

## Notes de bas de page

<sup>1</sup> Dans ce document, nous faisons référence aux femmes LBQ comme un terme incluant les femmes lesbiennes, bisexuelles et queer, à la fois cisgenres, transgenres et toutes les personnes non binaires du spectre du genre qui s'identifient comme LBQ.

Ce document ne rend pas justice aux riches conversations que les militant-e-s ont eues tout au long du processus de consultation. En particulier, il ne rend pas compte en détail des discussions concernant le plaidoyer aux niveaux régional et national. Les quatre chapitres suivants mettent en lumière les principales priorités, tendances, approches et bonnes pratiques qui ont émergé des consultations et des réunions en présentiel.

## I. DOMAINES PRIORITAIRES

Les participant-e-s, lors de la consultation en ligne et de la réunion en présentiel, ont identifié certaines des questions thématiques clés auxquelles les militant-e-s LBQ accordent la priorité dans leurs activités de plaidoyer et de recherche à l'échelle internationale.

### JUSTICE ÉCONOMIQUE

Les participant-e-s ont évoqué diverses questions liées à la justice économique et à l'accès équitable aux ressources économiques pour les femmes LBQ. Certain-e-s ont mis l'accent sur la discrimination dans **l'accès à l'emploi**, y compris lors de l'embauche, qui est exacerbée par les identités intersectionnelles. Ils-elles-iels ont établi des liens entre **la discrimination et la violence dans le secteur de l'éducation** et les difficultés rencontrées par les femmes LBQ qui occupent des postes mal rémunérés et n'ont pas la possibilité de développer leur carrière. L'exclusion des femmes LBQ des prestations telles que les pensions et la sécurité sociale aggrave davantage l'injustice économique dont ils-elles-iels sont victimes.

Les participant-e-s ont identifié le **harcèlement sexuel sur le lieu de travail** comme une question de justice économique. Ils-elles-iels ont remarqué que le harcèlement sexuel sur le lieu de travail fondé sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (OSIG) oblige à se cacher et limite la liberté d'expression, ce qui a un impact particulier sur les femmes bisexuelles et pansexuelles.

Les participant-e-s ont également rappelé les **défis fiscaux** auxquels font face les femmes LBQ qui ne sont pas reconnues comme des couples légaux.

**L'aggravation des crises économiques** dans de nombreuses régions du monde empêche les femmes LBQ de satisfaire leurs besoins fondamentaux, notamment les femmes LBQ vivant dans les zones rurales et les migrant-e-s LBQ.

Les participant-e-s ont mentionné la nécessité de recueillir des données sur le **coût de l'exclusion et de la discrimination à l'égard des personnes LBQ**.

### JUSTICE CLIMATIQUE

Il est urgent d'aborder la crise climatique avec une perspective inclusive. Il faut reconnaître qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème qui affecte le Nord global, mais d'une question intimement liée aux femmes LBQ et à l'expérience locale dans les contextes les plus marginalisés.

### VIOLENCE SEXISTE

**La violence sexiste à l'égard des femmes LBQ dans les espaces numériques** constitue une préoccupation majeure, aggravée par la présence croissante d'acteur-ric-e-s anti-genre qui envahissent les espaces féministes et influent sur le discours public.

Il est nécessaire d'**inclure les mutilations génitales féminines et intersexuelles dans les formes de violence sexiste touchant les personnes LBQ** pour adopter une approche globale de la violence sexiste dans toutes ses manifestations.

### DÉMANTELER LES NORMES DE GENRE

Les participant-e-s ont souligné que les normes de genre ont un impact sur tous les domaines de la participation sociale, économique et politique des femmes LBQ. Par exemple, certain-e-s participant-e-s ont signalé que les **normes de genre et la pauvreté étaient étroitement liées chez les femmes LBQ**. Les femmes à présentation de genre masculin ont souvent plus de mal à trouver un emploi en raison de leur expression de genre, ce qui les expose à un risque plus élevé de violence et de **pauvreté**.

Une **éducation plus complète en matière de sexualité et d'identité de genre** est nécessaire pour démanteler les normes de genre. Le grand public a besoin d'être sensibilisé à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre, y compris aux formes particulières de violence subies par les personnes transmasculines. De leur côté, les communautés LBQ ne disposent pas d'informations suffisantes sur leurs propres expériences.

### AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À LA SANTÉ

Les participant-e-s ont mentionné que les **politiques et les services de santé excluent les femmes LBQ** et sont conçus pour les femmes hétérosexuelles mariées. Les services publics de santé sexuelle et reproductive sont souvent mal informés sur les expériences des LBQ. Un exemple a été donné concernant l'accès aux vaccins contre le papillomavirus.

Les femmes LBQ ne sont pas prises en compte dans la plupart des données relatives à la santé, ce qui a un impact négatif sur la promotion de politiques inclusives.

Un autre problème de santé soulevé porte sur les **pratiques de conversion et les pratiques motivées par des préjugés**. Plusieurs personnes interrogées ont insisté sur ce point en raison de leur impact tangible sur les droits à la santé et au bien-être et sur le manque de services de soutien aux survivants.

Les difficultés de **santé mentale** ont été évoquées dans de nombreuses réponses, avec des références à la dépression et à l'anxiété dues à la discrimination sur le lieu de travail et dans l'éducation. Un-e participant-e a suggéré que le renforcement des initiatives en matière de santé mentale était nécessaire pour remédier à cette situation.

### SURMONTER LES OBSTACLES STATUTAIRES ET JURIDIQUES À L'ÉGALITÉ

Certain-e-s participant-e-s ont mis l'accent sur l'importance de s'exprimer davantage sur la **décriminalisation, l'égalité matrimoniale et les droits de la famille**.

Les réponses juridiques et politiques inadéquates aux **viols motivés par des préjugés** et aux autres formes de **violence sexuelle à l'égard des femmes LBQ** constituent des obstacles à l'égalité. La violence sexiste en ligne à l'égard des personnes LBQ devrait faire l'objet de politiques spécifiques.

## 2. LES MÉCANISMES DE L'ONU

Les militant·e·s LBQ ont un accès limité aux espaces de l'ONU. Il est essentiel de doter ceux qui, dans le contexte national et régional, peuvent se trouver en dehors de la sphère des Nations Unies, d'outils nécessaires pour s'engager efficacement auprès de l'ONU. Il est donc indispensable que des formations complètes et un alignement stratégique soient mis en place pour passer d'un modèle de contrôle à un modèle de partage des connaissances, d'apprentissage et d'ouverture à d'autres personnes. Les militant·e·s LBQ ont demandé une formation sur la compréhension globale des systèmes et processus de l'ONU et sur les méthodes d'engagement stratégique, en particulier pour les femmes LBQ.

Bien que certain·e·s militant·e·s connaissent parfaitement la dynamique des Nations Unies, combler les écarts de connaissances entre les générations est un défi de taille. Donner aux LBQ, notamment à la jeunesse LBQ non conforme au genre, les moyens d'acquérir des connaissances sur les Nations Unies, tant au niveau local que mondial, exige des efforts délibérés, une formation continue et un partage des connaissances au sein de la communauté et entre les communautés.

Le plaidoyer en faveur des LBQ tire sa force des efforts de collaboration avec d'autres mouvements, tels que la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) et l'éducation sexuelle complète (CSE). L'adoption d'un langage inclusif comme celui du SOGIESC (orientation sexuelle, identité et expression de genre, et caractéristiques sexuelles) peut renforcer l'impact du plaidoyer et favoriser une plus grande unité.

Il est impératif de rejoindre des mouvements plus larges, notamment les mouvements pour la justice en matière de handicap, pour l'environnement et pour le féminisme. Au-delà de la simple solidarité, cette approche intersectionnelle vise à construire un mouvement de fond et promet un changement transformateur au sein des espaces de l'ONU.

En réfléchissant aux racines historiques, les militant·e·s LBQ s'inspirent des succès passés, comme le vibrant mouvement féministe lesbien à la plate-forme d'action de Beijing il y a 30 ans. Cette introspection alimente un appel à la réappropriation des espaces, à l'engagement des mécanismes régionaux et à la résistance aux forces anti-droits infiltrées dans l'ONU. Elle incite à envisager des systèmes alternatifs qui servent véritablement à tout le monde, marquant ainsi une évolution vers un activisme visionnaire dépassant les approches réformistes conventionnelles.

### Exemples de mécanismes de l'ONU que les défenseur·euse·s LBQ pourraient explorer

PROCESSUS/MÉCANISME	DESCRIPTION	COMMENT S'ENGAGER/ S'IMPLIQUER
Examen périodique universel (EPU)	Examen complet du bilan des États en matière de droits de l'homme, y compris les questions liées au genre.	Toute organisation peut soumettre un rapport d'ONG à l'examen de son pays, tous les 4 à 5 ans.

<p>Conseil des droits de l'homme (CDH)</p>	<p>Traite des violations des droits de l'homme dans le monde entier, y compris la discrimination sexiste.</p>	<p>Les organisations peuvent demander le statut d'ECOSOC ou utiliser le statut d'une autre organisation pour demander des temps de parole sur des questions thématiques ou nationales spécifiques. Les organisations et les militant·e·s peuvent également contribuer aux rapports rédigés par les titulaires de mandats spéciaux, des expert·e·s en droits de l'homme nommés par le Conseil des droits de l'homme sur une variété de sujets (par exemple, l'expert·e indépendant·e sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre).</p>
<p>Commission de la condition de la femme (CSW)</p>	<p>Consacrée aux questions d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes.</p>	<p>Les organisations et les militant·e·s peuvent rejoindre le Caucus LGBTI et/ ou le Caucus des droits de la femme, qui s'engagent les deux auprès de la Commission de la condition de la femme par le biais d'activités de plaidoyer, de suivi, d'événements et de renforcement des capacités.</p>
<p>Conseil de sécurité (CSNU)</p>	<p>Aborde la question de la paix et de la sécurité, y compris l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.</p>	<p>Les organisations et les militant·e·s peuvent envoyer des recommandations aux États membres afin d'influencer les déclarations et les discussions au sein du Conseil de sécurité.</p>
<p>Entité des Nations Unies pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)</p>	<p>Dédié à l'égalité des genres et aux initiatives en faveur de l'autonomisation des femmes.</p>	<p>Les organisations peuvent rejoindre le Caucus LGBTI et/ou le Caucus des droits de la femme, qui travaillent sur les processus liés au genre à l'ONU et s'engagent auprès d'ONU Femmes.</p>
<p>Processus d'examen des objectifs de développement durable (ODD) par le biais du Forum politique de haut niveau (FPHN)</p>	<p>Examens et évaluations périodiques des progrès accomplis dans la réalisation des ODD, y compris les objectifs en matière d'égalité des genres.</p>	<p>Les organisations peuvent rejoindre le groupe des parties prenantes LGBTI, qui collabore avec les ODD et le FPHN. Les militant·e·s peuvent également s'impliquer dans les processus ENV et VLR (Examens locaux volontaires) lorsque leur pays doit faire l'objet d'un examen.</p>



### 3. DISCUSSIONS RÉGIONALES

Les militant-e-s LBQ font face à une variété de défis au niveau régional liés à l'exclusion des femmes LBQ des espaces féministes traditionnels ainsi que des organisations LGBTIQ souvent dominées par des hommes gays cis. En outre, les militant-e-s ont du mal à se connecter et à construire des réseaux qui pourraient servir à développer des actions fortes sur le plan régional.

Les participant-e-s ont observé qu'au niveau régional, certain-e-s acteur-ise-s de la communauté LGBTIQ semblaient utiliser la présence de féministes trans-exclusives ou de féministes opposées au genre pour critiquer et refuser l'espace à toutes les féministes, notamment aux femmes LGBTIQ. Ces organisations régionales et nationales LGBTIQ, généralement dirigées et dominées par des hommes, agissent parfois comme des gardiens, rendant plus difficile l'accès au plaidoyer régional, aux bailleurs de fonds et aux décideurs politiques.

Les connexions intra et interrégionales sont une priorité majeure pour surmonter les défis et créer des opportunités. Les participant-e-s ont exprimé le besoin de multiplier les échanges avec des militant-e-s d'autres régions afin d'exploiter les forces de chacun-e, notamment dans le cadre de l'apprentissage entre pairs.

Il est essentiel de collaborer et de s'unir avec ceux qui travaillent dans d'autres mouvements de justice sociale au niveau régional pour renforcer la présence des militant-e-s LBQ dans les activités de plaidoyer régionales. Travailler de manière intersectionnelle peut également aider les mouvements LBQ à élargir leur perspective et leur permettre de participer « en perturbant et non en détruisant » le travail effectué à un niveau plus général.

### 4. RECHERCHE

D'un point de vue transversal et mondial, le programme de recherche émergent issu de la consultation des femmes LBQ à travers le monde révèle une image vaste et complexe qui requiert une attention détaillée et multidimensionnelle.

Les thèmes prioritaires mentionnés ci-dessus nécessitent des recherches plus approfondies, notamment en ce qui concerne l'impact sur l'expérience vécue par les femmes LBQ.

Sur le plan de la méthodologie de recherche, il est nécessaire de remettre en question les approches traditionnelles et hétéronormatives qui ont dominé le monde académique pendant trop longtemps. Il est essentiel d'adopter des méthodologies féministes et queer, qui valorisent la diversité des expériences et des perspectives, pour garantir que la recherche reflète la complexité et la richesse de l'expérience des LBQ. Pour que la recherche adopte une approche intersectionnelle, il faut que la collecte de données tienne compte des expériences des lesbiennes rurales et des personnes âgées LBQ, ainsi que des femmes LBQ racialisées et des personnes LBQ de couleur.

Les militant-e-s ont souligné l'importance de plaider auprès des universités, des centres de recherche et des académies afin de créer davantage d'opportunités pour la recherche axée sur les LBQ.

En fin de compte, le défi consiste à transformer la recherche en une action politique concrète qui favorise le changement systémique et la justice sociale. Les militant-e-s doivent utiliser la recherche comme base d'un plaidoyer politique concret et plus efficace, fondée sur des données factuelles. Cela exige une approche collaborative et participative impliquant les communautés LBQ à tous les stades du processus, de l'identification du problème à la mise en œuvre de la solution.

Nous avons créé collectivement une [Bibliographie pour la recherche sur les LBQ](#). Il s'agit d'un document évolutif. Toute personne peut utiliser [ce formulaire](#) pour fournir des informations sur les recherches publiées sur les réalités vécues par les personnes LBQ, les droits de l'homme, l'inclusion sociale et économique et la construction de mouvements dans les différents pays ou régions.



## 5. BONNES PRATIQUES

Lors de la phase de consultation et de la discussion de groupe à New York, nous avons identifié certaines tendances en termes d'approches de travail, de pratiques et de méthodologies à privilégier dans le domaine du plaidoyer et de la recherche sur les LBQ. Vous trouverez ci-dessous quelques bonnes pratiques à appliquer au sein du mouvement, mises en avant par les militant-e-s LBQ qui ont contribué à ce processus :



- Faire preuve d’alliance avec d’autres mouvements alignés, tels que ceux sur les droits des peuples autochtones, des personnes en situation de handicap, de la justice raciale, transgenre et climatique, dans lesquels les femmes LBQ sont présentes, mais souvent en silence.
- Intégrer les priorités LBQ et renforcer la prise de décision LBQ dans les espaces des organisations féministes traditionnelles ;
- Veiller à ce que les voix des LBQ soient entendues et à ce que les questions relatives aux LBQ soient au cœur des mouvements LGBTIQ ;
- S’appuyer sur le travail déjà accompli au niveau des Nations Unies par les organisations de défense des droits de l’homme, du féminisme et de la justice sociale pour faire progresser l’inclusion et l’égalité ;
- Participer à d’autres mouvements en faveur de la justice sociale et des droits de l’homme ;
- Renforcer les alliances avec les organisations féministes et antiracistes ;
- Relier le mouvement LBQ et le mouvement pour la justice des personnes en situation de handicap, y compris en matière de santé sexuelle et reproductive ;
- Définir la portée et les limites des alliances et refuser ou accepter stratégiquement les propositions de collaboration ;
- Maintenir une approche intersectionnelle tant dans la défense des droits que dans la recherche ;
- Rendre les perspectives des communautés LBQ marginalisées et sous-représentées visibles, pertinentes et essentielles dans la défense des intérêts des LBQ et dans la recherche sur les LBQ ;
- Renforcer les perspectives intergénérationnelles et créer des opportunités de transfert de connaissances entre les générations de militant·e·s ;
- Renforcer les perspectives régionales en intensifiant la coopération régionale et transrégionale ;
- Soutenir l’organisation des groupes communautaires afin d’améliorer leur capacité à développer un plaidoyer politique ;
- Axer l’expérience des communautés locales sur l’identification des besoins, des lacunes en matière de compétences et des points forts des mouvements LBQ ;
- Mettre l’accent sur les soins et le bien-être collectifs et sensibiliser les bailleurs de fonds à cette question.

